

ARRETE DU MAIRE

PORTANT PERMISSION DE VOIRIE
Travaux sur le Domaine Public Routier
66 rue Alphonse COUGET

Le Maire de LANNEMEZAN,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2131-1, L.2212-1, L.2212-2 et L.2213-1,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, et notamment son article L.2122-1,

Vu le Code de la Voirie Routière, et notamment ses articles L.113-2, L.115-1, L.141-1 et suivants,

Vu le Code du travail, et notamment le décret n°2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante,

VU le décret n°2006-1658 du 21 décembre 2006 relatif à l'accessibilité de la voirie et des espaces publics,

Vu la demande présentée par Monsieur Pierre DE MACEDO, demeurant 48 Place de la Volaille à 65 300 LANNEMEZAN et représenté par son mandataire, la SAS B.S.L, tendant à l'obtention d'une autorisation de réaliser des travaux de création d'accès à la parcelle cadastrée section AB n°103 avec passage bateau sur le domaine public routier, sis 66 rue Alphonse COUGET,

Vu l'état des lieux,

Considérant que les propriétaires riverains d'une voie publique bénéficient d'un droit d'accès à leur parcelle,

Considérant que l'aménagement du passage bateau est exécuté aux frais exclusifs du pétitionnaire et sous sa responsabilité,

ARRETE

ARTICLE 1 – Autorisation :

Monsieur Pierre DE MACEDO est autorisé à occuper le domaine public routier et à faire exécuter par la SAS BSL les travaux énoncés dans sa demande : **création d'accès avec mise en place d'un passage bateau de trottoir**, à charge pour lui de se conformer aux dispositions suivantes :

le demandeur devra concevoir ses ouvrages de manière à se prémunir contre les contraintes inhérentes à l'occupation du domaine public routier et en particulier contre les mouvements du sol, les tassements de remblais, les vibrations, l'effet d'écrasement des véhicules lourds, les infiltrations y compris de sel de déverglaçage, les mouvements affectant les tabliers des ouvrages d'art et les déversements accidentels de produits corrosifs par les usagers de la route.

La Commune ne garantit ni la stabilité, ni la pérennité, ni l'adéquation du domaine public avec les ouvrages projetés par le demandeur.

Les déblais de chantier non utilisés seront évacués et transportés dans une décharge autorisée à les recevoir par les soins du bénéficiaire de la présente autorisation ou par l'entreprise chargée d'exécuter les travaux.

Les dépendances devront être remises dans leur état initial. Les excavations dans les talus et accotements seront comblées et arasées au niveau des sols existants pour éviter toute déformation ou tout obstacle susceptible de créer un danger pour les usagers de la voie communale.

ARTICLE 2 – Prescriptions Techniques Particulières :

Le passage bateau de trottoir sera réalisé avec des bordures T2 biaises (droite et gauche), T2 basses + caniveau CS1 sur 5 mètres linéaires, permettant ainsi la continuité de l'écoulement des eaux de ruissellement de la voirie publique.

De plus, il devra assurer la continuité du trottoir existant et sera mis en œuvre dans les règles de l'art. Il se raccordera au bord de la chaussée sans creux ni saillie.

Monsieur Pierre DE MACEDO sera tenu à réquisition du gestionnaire de la voirie de remplacer les ouvrages implantés qui s'avèreraient non-conforme, notamment au niveau de la circulation des piétons.

La réalisation de ces ouvrages est à la charge du pétitionnaire.

ARTICLE 3 – Ouverture de chantier :

L'ouverture de chantier est fixée au lundi 31 août 2026 et le présent arrêté vaut autorisation d'entreprendre les travaux à cette date.

La réalisation des travaux autorisés dans le cadre du présent arrêté ne pourra excéder une durée de 15 jours calendaires.

ARTICLE 4 – Sécurité et signalisation de chantier :

La signalisation réglementaire de sécurité sera conforme à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté Interministériel du 6 novembre 1992 et modifiée par l'arrêté Interministériel du 4 janvier 1995. Cette signalisation, adaptée aux circonstances qui l'imposent, sera réalisée conformément au guide technique suivant en cours de validité :

- "signalisation temporaire – Manuel du chef de chantier (volumes 1 et 2)",

Monsieur Pierre DE MACEDO devra mettre en place et maintenir la signalisation de son chantier, de jour comme de nuit, et sera responsable des accidents et/ou incidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance ou mauvaise maintenance de cette signalisation.

Les signaux en place pourront être déposés dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles) auront disparu. Il en sera de même en cas d'achèvement des travaux avant la date fixée à l'article 3.

ARTICLE 5 – Risque lié à l'amiante :

Compte tenu du risque de présence d'amiante dans les couches de roulement en béton bitumeux, il appartient au permissionnaire, en qualité de maître d'ouvrage des travaux, de procéder à toutes les études visant à repérer la présence d'amiante, de prendre toutes les mesures d'informations et de protections de ses personnels ainsi que des entreprises intervenants pour son compte, s'il procède à des travaux de sciage, carottage ou fraisage des chaussées ou tout autre procédé dispersant de la poussière. Le permissionnaire devra également prendre les dispositions adéquates en vue de l'élimination des déchets produits.

ARTICLE 6 – Etat des Lieux - Réception des travaux et délai de garantie :

Préalablement à tous travaux, monsieur Pierre DE MACEDO doit demander l'établissement d'un constat contradictoire des lieux. En l'absence de constat contradictoire, les lieux sont réputés en excellent état et aucune contestation ne sera admise par la suite.

L'intervenant informera les services de la Commune de l'achèvement des travaux et demandera par écrit la réception définitive de ceux-ci.

La réfection de la chaussée et de ses dépendances sera immédiate et définitive. La réception définitive du chantier est prononcée par l'établissement d'un procès verbal de réception. Les services de la Commune peuvent imposer une visite contradictoire du chantier.

Le délai de garantie d'une durée de un an commence à courir à partir de la date de réception définitive des travaux par les services de la Commune. En matière de réfection de chaussée et de ses dépendances, la responsabilité de l'intervenant est dégagée après expiration du délai de garantie de 1 an suivant la réception définitive sauf en cas de malfaçon ou de vice caché.

ARTICLE 7 – Exploitation, entretien et maintenance des ouvrages :

L'exploitation, l'entretien et la maintenance des ouvrages autorisés s'exercent sous la responsabilité du bénéficiaire de l'autorisation. Celui-ci devra, au préalable, avertir par écrit les services de la Commune de son intention de procéder à une intervention sur le domaine public.

En cas d'urgence justifiée, le bénéficiaire de l'autorisation pourra entreprendre sans délai les travaux de réparation sous réserve que les services de la Commune soient avisés immédiatement (par fax ou par mail notamment) afin de pallier tout inconvénient pour la circulation.

Dans les 24 heures du début des travaux d'urgence, la Commune fixe au bénéficiaire, s'il y a lieu, les conditions de leur exécution. Celui-ci est tenu de s'y conformer quelles que soient les dispositions déjà prises.

ARTICLE 8 – Responsabilité – Droit des tiers :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

L'intervenant doit veiller à ce que la desserte des propriétés riveraines, l'accès aux bouches d'incendie et autres dispositifs de sécurité, l'écoulement des eaux de la chaussée et de ses ouvrages annexes et, d'une façon générale, le fonctionnement des réseaux des services publics soient préservés. A cet effet, il réalisera à sa charge tous ouvrages ou installations provisoires nécessaires.

Monsieur Pierre DE MACEDO est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie pourra se substituer à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

ARTICLE 9 – Assurances :

Monsieur Pierre DE MACEDO devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

ARTICLE 10 – Validité et renouvellement de l'arrêté :

Le présent arrêté devra être utilisé dans un délai de un an à compter du jour de sa délivrance. Au-delà de cette période une nouvelle demande devra être effectuée.

ARTICLE 11 – Infractions :

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 12 – Publication :

Conformément à l'ordonnance n°2021-1310 du 7 octobre 2021 et à son décret d'application n°2021-1311 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, le présent arrêté fera l'objet d'une publication dématérialisée sur le site internet de la collectivité et consultable à l'adresse ci-dessous :

<https://lannemezan.fr/fr/rb/1802712/arretes-municipaux-12>

ARTICLE 13 – Recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de PAU - Villa Noulibos - 50 cours Lyautey - CS50543 à 64010 PAU Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication électronique sur le site internet de la collectivité.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télerecours Citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

ARTICLE 14 – Exécution :

Le présent arrêté sera exécutoire après publication par voie électronique sur le site internet de la collectivité.

Ampliation du présent arrêté sera adressée pour exécution à :

- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Lannemezan,
- Monsieur le Commandant de la Brigade Motorisée de Lannemezan,
- Monsieur le Commandant du Groupement Régional de la C.R.S. n°29,
- Les agents de la Police Municipale de la ville de Lannemezan,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques de la ville de Lannemezan,
- Monsieur Pierre DE MACEDO,

et pour information à :

- Madame la Préfète des Hautes-Pyrénées,
- Monsieur le Chef du Centre d'Incendie et de Secours de Lannemezan.

Fait à Lannemezan, le 12 août 2026

Publié par voie électronique le : 27 août 2026

Le Maire,
Signé électroniquement

Laurent LAGES

- Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès du Service Gestion du Domaine Public Routier de la Ville de Lannemezan.

Accusé de réception en préfecture
065-216502583-20260812-2026-270-AR
Date de télétransmission : 27/08/2026
Date de réception préfecture : 27/08/2026